



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 7

**Loi modifiant la Loi sur
l'administration financière et la Loi
sur les dettes et les emprunts
municipaux**

Présentation

**Présenté par
M. Daniel Johnson
Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique,
Président du Conseil du trésor**

**Éditeur officiel du Québec
1992**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur l'administration financière afin de permettre au gouvernement de créer des comptes à fin déterminée dans lesquels pourront être déposées et prélevées les sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique.

Ce projet de loi modifie également cette loi ainsi que la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux afin d'accorder expressément à certains organismes du secteur public et aux municipalités le pouvoir d'effectuer des transactions relatives à des instruments et contrats de nature financière.

Projet de loi 7

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6) est modifiée par l'insertion, après l'article 29, du suivant:

«**29.1** Les sommes visées à l'article 29 et reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique peuvent être déposées dans un compte à fin déterminée.

Un tel compte est créé, sur proposition conjointe du président du Conseil du trésor et du ministre, par le gouvernement; celui-ci détermine la nature des activités et des coûts qui peuvent y être imputés de même que les limites relatives aux déboursés qui peuvent y être effectués. Les modalités de gestion de ce compte sont déterminées par le Conseil du trésor.

Tout déboursé imputable sur un tel compte grève le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes déterminées par le gouvernement lors de la création du compte.

Ne peuvent être déposés dans un compte à fin déterminée les revenus du gouvernement du Québec provenant d'impôts, de taxes, de droits et ceux relatifs aux transferts du gouvernement du Canada en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé (S.R.C. 1985, chapitre F-8) et du Régime d'assistance publique du Canada (S.R.C. 1985, chapitre C-1). ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 72, de ce qui suit:

«SECTION VIII.1

« INSTRUMENTS ET CONTRATS DE NATURE FINANCIÈRE D'ORGANISMES DU SECTEUR PUBLIC

« **72.1** Pour l'application des dispositions de la présente section, on entend par :

1° « instruments ou contrats de nature financière » : tout instrument ou contrat financier qui a pour objet la gestion des risques financiers, notamment les conventions d'échange de devises, les conventions d'échange de taux d'intérêt, les options et les contrats à terme;

2° « organismes du secteur public » :

a) les organismes visés aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa de l'article 69.6;

b) les organismes ou entreprises du gouvernement visés par l'article 4 et le paragraphe 1° de l'article 5 de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01);

c) les sociétés à fonds social dont la totalité des actions comportant droit de vote fait partie du domaine public.

« **72.2** Les organismes du secteur public qui ont le pouvoir d'emprunter peuvent, avec les autorisations et approbations requises par la loi pour l'exercice de leur pouvoir d'emprunt, conclure des conventions d'échange de devises ou d'échange de taux d'intérêt ou y mettre fin selon leurs termes.

Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas à un organisme du secteur public en regard d'une convention qui y est visée, dans la mesure où le pouvoir de conclure cette convention est prévu expressément par la loi ou par l'acte constitutif de l'organisme.

« **72.3** En outre des pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'article 72.2, les organismes du secteur public qui ont le pouvoir d'emprunter peuvent, avec les autorisations et approbations requises par la loi pour l'exercice de leur pouvoir d'emprunt et s'ils le jugent opportun pour leur gestion financière, acquérir, détenir, investir dans, conclure, disposer ou mettre fin selon leurs termes aux instruments ou contrats de nature financière que le gouvernement peut déterminer pour un ou plusieurs organismes ou pour une catégorie d'entre eux.

Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas à un organisme du secteur public en regard d'un instrument ou d'un contrat

de nature financière, dans la mesure où le pouvoir d'acquérir, de détenir, d'investir dans ou de conclure cet instrument ou ce contrat est prévu expressément par la loi ou par l'acte constitutif de l'organisme.

« **72.4** Ne sont pas assujetties aux autorisations et approbations visées au premier alinéa des articles 72.2 et 72.3, les transactions effectuées dans le cadre d'un programme institué par un organisme du secteur public et approuvé par le gouvernement lorsque le programme établit les principales caractéristiques que ces transactions doivent comporter ainsi que les limites des engagements financiers qui peuvent en découler.

« **72.5** Le gouvernement peut, en regard des instruments et contrats de nature financière qu'il détermine ainsi qu'en regard des conventions d'échange de devises ou d'échange de taux d'intérêt, exempter, avec ou sans conditions, un ou plusieurs organismes du secteur public ou une catégorie d'entre eux de l'obligation d'obtenir les autorisations et approbations visées au premier alinéa des articles 72.2 et 72.3. ».

3. La Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7) est modifiée par l'insertion, après l'article 15.2, des suivants :

« **15.3** Une municipalité peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, conclure toute convention d'échange de devises ou d'échange de taux d'intérêt ou y mettre fin selon ses termes.

« **15.4** En outre des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 15.3, une municipalité peut, avec l'autorisation du ministre des Affaires municipales, conclure des transactions relatives à des instruments ou contrats de nature financière que le gouvernement peut déterminer pour une ou plusieurs municipalités ou pour une catégorie d'entre elles.

« **15.5** Ne sont pas assujetties aux autorisations visées aux articles 15.3 et 15.4, les transactions effectuées dans le cadre d'un programme institué par une municipalité et approuvé par le gouvernement lorsque ce programme établit les principales caractéristiques que ces transactions doivent comporter ainsi que les limites des engagements financiers qui peuvent en découler.

« **15.6** Le gouvernement peut, en regard des instruments et contrats de nature financière qu'il détermine ainsi qu'en regard des conventions d'échange de devises ou d'échange de taux d'intérêt, exempter, avec ou sans conditions, une ou plusieurs municipalités ou

une catégorie d'entre elles de l'obligation d'obtenir les autorisations visées aux articles 15.3 et 15.4.

« **15.7** Aux fins des articles 15.3 à 15.6, on entend par «instruments ou contrats de nature financière», tout instrument ou contrat financier qui a pour objet la gestion des risques financiers, notamment les conventions d'échange de devises, les conventions d'échange de taux d'intérêt, les options et les contrats à terme. ».

4. Les instruments ou contrats de nature financière, à l'égard desquels une transaction a été effectuée avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) par un organisme du secteur public visé à l'article 72.1 de la Loi sur l'administration financière ou par une municipalité à laquelle s'appliquent les articles 15.3 à 15.7 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux, sont valides depuis la date de la transaction et leur validité ne peut être contestée s'ils ont été signés par les représentants dûment habilités de cet organisme ou de cette municipalité, sauf lorsque la cause de l'invalidité est établie par les termes de la transaction.

5. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.
